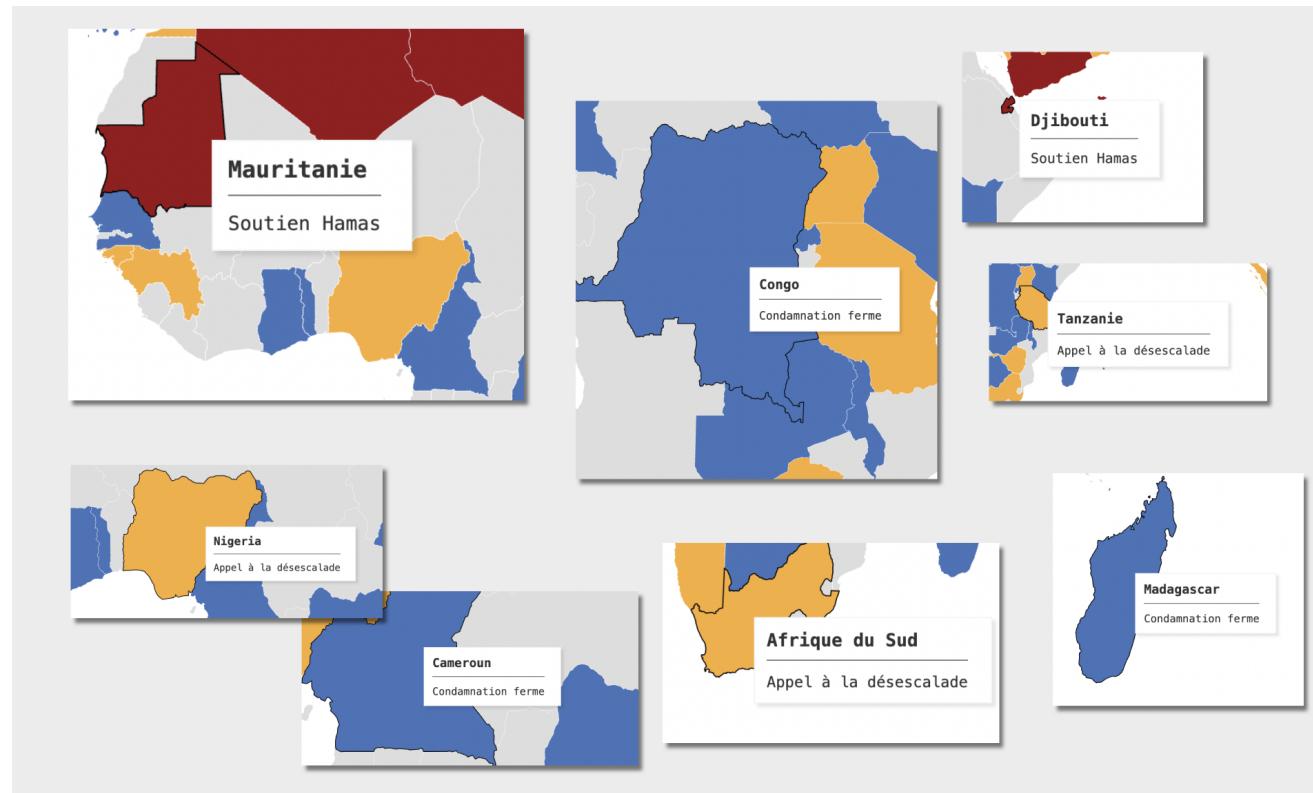


Israël-Hamas : les pays d'Afrique subsaharienne dans la guerre de Soukkot

AUTEUR Sonia Le Gouriellec

DATE 20 octobre 2023

C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve le moins de pays ayant réagi à la guerre de Soukkot entre le Hamas et Israël. Ces silences, et les réactions généralement très mesurées des autres États sont le fruit des relations complexes que nombre d'entre eux entretiennent avec l'État hébreu depuis la rupture de la guerre de Kippour. Un premier bilan géopolitique de la guerre dans les pays d'Afrique subsaharienne signé Sonia Le Gouriellec.

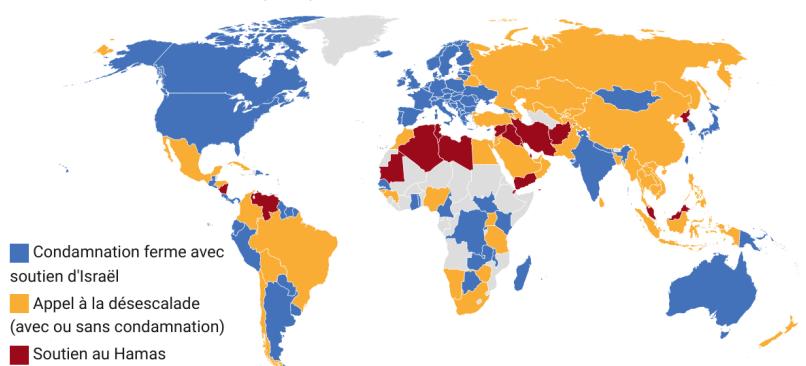


+++ *Les pays d'Afrique du Nord ont fait précédemment l'objet d'une étude approfondie dédiée au pays arabo-musulmans. Pour suivre notre couverture de la guerre de Soukkot, vous pouvez vous abonner à la revue.*

Après les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 puis la réponse d'Israël, les États d'Afrique subsaharienne ont, dans leur grande majorité, réagi tardivement et timidement à la situation au Moyen-Orient. Entre absence de soutien à Israël malgré les tentatives de normalisation de ce dernier et tropisme palestinien historique, comment expliquer les positions réservées observées ces derniers jours ?

Réactions internationales à la guerre de Soukkot

Actualisé le 21 octobre à 19h (Paris)



L'Union européenne a fermement condamné l'attaque à travers une prise de parole de la Présidente Ursula von der Leyen (07/10). La Ligue arabe a demandé l'arrêt immédiat des opérations militaires à Gaza et de la confrontation armée entre les deux parties (07/10). L'Union africaine a exprimé son inquiétude en affirmant que le bafouement des droits du peuple palestinien constituait le principal facteur d'instabilité (07/10). Le Saint-Siège a demandé l'arrêt immédiat des hostilités (08/10). Le Guyana ne s'est pas personnellement exprimé sur les événements, mais s'est associé au communiqué de la Communauté caribéenne condamnant les attaques (09/10).

Carte: Le Grand Continent • Crée avec Datawrapper

De la glaciation à la normalisation

Les relations entre Israël et les pays d'Afrique subsaharienne se sont organisées, à grands traits, en trois temps : les années qui précédèrent la guerre de 1973 furent caractérisées par une forme de proximité ; entre le mois d'octobre 1973 et la signature des accords d'Oslo, la majorité des États rompirent toute relation ; finalement, depuis les années 1990, la restauration de relations diplomatiques est marquée par une certaine distance puisqu'à part quelques exceptions, l'Afrique subsaharienne ne fait pas partie des préoccupations majeures d'Israël.

Avant 1973, Israël avait établi des relations relativement positives avec plusieurs pays africains nouvellement indépendants. Le mouvement afro-américain et panafricaniste a contribué à cette atmosphère cordiale, des personnalités telles que W. E. B. Du Bois déclarant même en 1909 que « Pour nous, le mouvement africain a la même signification que le sionisme pour les Juifs^① ». Parmi d'autres citations, celle-ci soulignait le lien qui existait alors entre le combat pour les droits civiques, la lutte anticoloniale

et le mouvement sioniste jusqu’aux années 1960, voire qu’Israël bénéficiait alors d’une « forme d’aura anticoloniale ^② » ! Le chercheur Yotam Gidron est plus nuancé et démontre que, dans les organisations internationales comme l’ONU, les États africains, influencés par les pays arabes, ont très peu soutenu Israël ^③.

Les États africains, influencés par les pays arabes, ont très peu soutenu Israël.

SONIA LE GOURIELLEC

Dans les années 1960, Israël ouvrit des ambassades dans de nombreux pays africains, et a encouragé la coopération avec ces nations à travers l’organisme de coopération Mashav. Golda Meir, qui a été ministre des Affaires étrangères (1956-1966) et Premier ministre d’Israël (1969-1974), a joué un rôle majeur dans la promotion de cette coopération. En 1962, Israël a également condamné le régime d’apartheid en Afrique du Sud aux Nations Unies, ce qui a renforcé sa réputation de pays défenseur des droits de l’homme. Dès 1963, Israël ouvre une ambassade à Nairobi (Kenya) et entretient des relations diplomatiques avec une trentaine de pays, dont le régime sud-africain pratiquant l’apartheid qu’Israël avait pourtant condamné.

La situation a toutefois changé de manière significative en 1973 avec le déclenchement de la guerre du Kippour, où Israël a été confronté à une attaque surprise de la part de la Syrie et de l’Égypte. Par solidarité avec cette dernière, la grande majorité des membres de l’Organisation de l’unité africaine (OUA), précurseure de l’Union africaine, a choisi de rompre toutes les relations diplomatiques avec Israël. C’est l’une des rares décisions de politique étrangère commune prise par les membres de l’organisation régionale. Parallèlement, la poursuite de relations entre Israël et l’Afrique du Sud de l’apartheid a été perçue comme une trahison des valeurs anti-coloniales d’Israël.

La situation a changé de manière significative en 1973 avec le déclenchement de la guerre du Kippour

SONIA LE GOURIELLEC

Le renouveau n'a vraiment eu lieu qu'à partir des accords d'Oslo, même si un certain nombre d'États avaient déjà rétabli des relations commerciales ou diplomatiques plus ou moins officieuses et que la deuxième Intifada (2000-2005) a porté un nouveau coup d'arrêt au développement de ces relations diplomatiques. Aujourd'hui, 46 des 54 membres de l'Union africaine reconnaissent l'État hébreux. C'est beaucoup si l'on compare avec la Ligue arabe, dont 18 des 22 membres (5 sont en Afrique subsaharienne^④) ne reconnaissent pas Israël.

Plus généralement, malgré la restauration des relations diplomatiques, les discussions ont continué d'achopper sur la colonisation en Cisjordanie, tandis qu'une figure comme Yasser Arafat, leader de l'OLP, est restée très populaire en Afrique subsaharienne jusqu'à sa disparition. Surtout, si l'on compare la situation post-Oslo avec les relations antérieures à la guerre de Kippour, il apparaît clairement que le continent africain ne figure pas vraiment en tête des priorités stratégiques d'Israël : alors que le pays disposait d'une trentaine d'ambassades sur le continent avant 1973, il n'en a plus qu'une dizaine aujourd'hui bien qu'il entretienne des relations avec une quarantaine d'États.

Les tentatives de normalisation des relations

C'est surtout Benjamin Netanyahu qui a initié un rapprochement avec de nombreux États africains, en donnant parfois l'impression qu'il entendait ressusciter la « doctrine de la périphérie » qu'avait lancée David Ben Gourion. Politiquement, il est en partie parvenu à atteindre ses objectifs mais l'investissement réel sur le continent reste modeste.

Pour Netanyahu, l'idée était de tisser des liens avec la périphérie des mondes arabes. Et de fait, Israël a surtout tissé des relations diplomatiques étroites avec des pays anglophones du continent, essentiellement situés en Afrique de l'Est, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire. Dès 2009, le ministre des Affaires étrangères israélien faisait une tournée sur le continent africain. Il est le premier à reconnaître le nouvel État du Soudan du Sud après son accession à l'indépendance en 2011. Israël soutenait cette partition du Soudan depuis plusieurs décennies, sûrement afin d'affaiblir Khartoum, un soutien de la Palestine^⑤. À partir de 2014, l'un des enjeux principaux était de trouver des alliés pour s'opposer au programme nucléaire iranien. En 2016, Benyamin Netanyahu a effectué une tournée africaine, visitant des pays anglophones à majorités chrétiennes d'Afrique de l'Est, notamment le Kenya, le Rwanda, l'Éthiopie et l'Ouganda. La même année, il a également consolidé les liens avec la Guinée Conakry qui fut pourtant le premier État à suspendre ses relations diplomatiques avec Israël dès 1967. L'objectif est alors de disposer de nouveaux alliés dans les

organisations internationales afin de contrer les offensives palestiniennes et éviter que ne se reproduisent des épisodes comme celui à l'UNESCO ou des votes pro-palestiniens au siège de l'ONU comme nous le verrons plus loin.

L'objectif de Benyamin Netanyaou est alors de disposer de nouveaux alliés dans les organisations internationales afin de contrer les offensives palestiniennes

SONIA LE GOURIELLEC

Cette politique de normalisation a du reste été symbolisée par le slogan lancé par Netanyahou à l'occasion d'une visite du président kényan Uhuru Kenyatta en février 2016 : « Israel is coming back to Africa, and Africa is coming back to Israel^⑥ ». Elle s'est déclinée dans plusieurs domaines de la défense et la sécurité pilotés par le Mossad et le premier ministre, en particulier dans les secteurs de la lutte contre le terrorisme et du renseignement, ainsi que les questions d'équipement militaire. Le président camerounais – qui a apporté son soutien à Israël après les attaques du 7 octobre – s'est ainsi entouré de l'expertise des services de renseignement israélien pour assurer sa sécurité et celle de ses palais, de même le célèbre Bataillon d'intervention rapide (BIR) est dirigé par un ancien colonel de Tsahal^⑦. Le Kenya - le seul pays de la Corne de l'Afrique à s'être fermement prononcé contre le Hamas - est un partenaire historique d'Israël et bénéficie de son expertise sécuritaire dans la lutte contre les terroristes d'Al Shabaab venus de la Somalie frontalière. L'attaque du 7 octobre intervient à quelques jours près, dix ans après les attaques du Westgate Mall où 67 personnes avaient trouvé la mort et où, déjà, Israël avait apporté son aide. Les deux pays ont signé un partenariat de sécurité en novembre 2022 et devraient approfondir leur coopération en matière de défense. Des entreprises privées approvisionnent également en matériel militaire des gouvernements d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (Gabon, Sénégal, Guinée ; Rwanda, Tchad)^⑧ ou proposent des services de renseignement en Afrique de l'Est et en Afrique australe (RDC, Tanzanie, Zambie). Le domaine agricole est également un secteur de coopération avec les pays africains ainsi que le secteur minier, notamment le commerce des diamants.

Au-delà des slogans, une influence limitée

Malgré tout, ces rapprochements sont à nuancer : l'Afrique reste très secondaire pour la diplomatie israélienne. Benjamin Augé a par exemple souligné qu'il y a seulement une petite trentaine de personnes au ministère des Affaires étrangères israélien pour suivre l'intégralité de l'Afrique à plein temps. Il y a une certaine marge entre les slogans et les applications concrètes^⑨.

Par ailleurs, un certain nombre de questions demeurent ouvertes : en 2017, la majorité des pays africains avaient voté contre la décision des États-Unis d'ouvrir une ambassade à Jérusalem, au cours d'une réunion d'urgence de l'ONU. Les limites de la politique africaine de Netanyahu sont également apparues au sein de l'Union africaine après que, le 22 juillet 2021, Israël y a obtenu le statut de pays observateur grâce au soutien du Ghana – la Palestine est membre observateur depuis 2012. Cette ouverture a suscité de fortes protestations, notamment de la part de deux pays importants du continent, l'Afrique du Sud et l'Algérie. Ces controverses ont entraîné un retard dans l'accréditation définitive d'Israël, au point qu'en février 2023, une diplomate israélienne a été expulsée de la salle où se tenait le sommet de l'Union africaine et son statut d'observateur a été suspendu.

Il faut par ailleurs souligner qu'Azali Assoumani, le président des Comores, qui est aussi le président en exercice de l'Union africaine, est farouchement opposé à la reconnaissance de l'État d'Israël – et donc à son entrée comme observateur. En août 2023, lors de l'inauguration d'une mosquée à Anjouan, il avait même tenu des propos antisémites en déclarant : « Nous devons vivre avec les catholiques, mais aussi avec les maudits juifs. Que la colère de Dieu s'abatte sur eux. Les juifs sont les maîtres du monde, ils ne sont pas comme nous. Eux [les Juifs] se tiennent tapis dans l'ombre et se révèlent au moment opportun ».

Benjamin Augé s'est penché sur le soutien des pays africains à Israël en observant les votes à l'ONU^⑩. Il constate qu'en 2018, lorsque les États-Unis ont demandé la condamnation du Hamas à la suite de tirs de roquettes depuis la bande de Gaza seuls 7 États sur 54 ont voté la résolution (Rwanda, Soudan du Sud, Érythrée, Malawi, Libéria, Lesotho, Cap-Vert). En 2012, c'est le vote de la résolution 67/19 octroyant à la Palestine le statut d'observateur non-membre auprès de l'ONU qui a révélé le peu de soutien des Africains pour Israël. 47 États africains ont voté pour l'adoption de la résolution alors qu'aucun n'a voté contre et que seuls le Cameroun, la RDC, le Malawi, le Rwanda et le Togo se sont abstenus. Il en est de même lors de la guerre de Gaza en 2009. Plus de 1400 Palestiniens sont morts après des violences commises par les forces israéliennes. Pourtant, à l'ONU, la majorité des États africains ont voté pour la création d'une commission d'enquête dirigée

par un juge sud-africain, aucun État n'a voté contre l'enquête, huit se sont abstenus et huit se sont absentés au moment du vote.

En 2018, lorsque les États-Unis ont demandé la condamnation du Hamas à la suite de tirs de roquettes depuis la bande de Gaza seuls 7 États sur 54 ont voté la résolution

SONIA LE GOURIELLEC

Les réactions des pays africains à l'attaque du 7 octobre contre Israël varient en fonction de leur histoire, de leurs relations bilatérales et de leurs préoccupations internes. Ils oscillent essentiellement entre trois types de réaction : le silence – c'est du reste le seul endroit du monde où de nombreux pays ne se sont pas publiquement exprimés sur la question – ; l'appel à la désescalade, qui peut tendre vers la condamnation d'Israël ; la condamnation du Hamas. D'une manière générale, les États d'Afrique subsaharienne ayant exprimé leur position ont principalement suivi les déclarations de l'Union africaine, qui se refuse à qualifier l'action du Hamas de terroriste et promeut la résolution du conflit par la création de deux États. Cette tiédeur est l'écho des relations complexes qu'entretient l'État hébreu avec le continent africain.

Si de nombreux chefs d'États ont noué des relations diplomatiques et économiques avec Israël, le soutien politique peine à s'afficher publiquement d'autant que les gains électoraux sont réduits. Pour de nombreux pays, il n'y avait aucun gain à s'exprimer, d'autant que leurs opinions publiques, souvent très jeunes, ont peu de connaissances sur le conflit israélo-palestinien.

Si de nombreux chefs d'États ont noué des relations diplomatiques et économiques avec Israël, le soutien politique peine à s'afficher publiquement d'autant que les gains électoraux sont réduits.

SONIA LE GOURIELLEC

De plus, nombreux sont les États en proie à des menaces terroristes, et il apparaît plus prudent de garder ses distances avec le conflit israélo-palestinien. En effet, des groupes terroristes continentaux se sont emparés de l'attaque terroriste du Hamas et de la réponse israélienne. Les « prouesses » tactiques et opérationnelles du Hamas ont été vantées par certains. Les branches d'Al-Qaïda en Afrique du Nord et de l'Ouest, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) ont publié une déclaration commune faisant l'éloge du massacre en Israël et encourageant d'autres attaques visant les Juifs. En Somalie, Al-Shabaab a publié une déclaration saluant la « bravoure » des combattants du Hamas et leur apportant son soutien total.

Les pays qui ont choisi d'exprimer un soutien net à Israël sont assez peu nombreux. Pour la plupart, ce sont des partenaires historiques d'Israël : Kenya, République démocratique du Congo (le Zaïre fût l'un des premiers États à rétablir des liens avec Israël en 1982 et l'actuel président Tshisekedi a annoncé l'ouverture d'une ambassade à Tel Aviv avec une section économique à Jérusalem en 2020), Togo (deuxième partenaire commercial d'Israël sur le continent), ou encore Rwanda, Ouganda et Cameroun. Le cas du Kenya est intéressant. Longtemps considéré comme un allié de confiance d'Israël, il a d'abord condamné l'attaque perpétrée par le Hamas avant de chercher un équilibre délicat, entre condamnation et appel à la désescalade et à la mise en œuvre d'une solution à deux États – se rapprochant donc de la ligne de l'Union africaine. Cette nuance découle en partie des préoccupations bien réelles du Kenya concernant les attaques terroristes menées par Al Shabab sur son propre territoire. La plupart des soutiens d'Israël ont ainsi cherché à équilibrer leurs déclarations d'un appel à la désescalade ou à la négociation. Le plus souvent, cette déclaration est indissociable des inquiétudes et des fragilités de chaque régime : le Cameroun, allié historique d'Israël, lui a ainsi apporté un soutien prudent dans un contexte de forte déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest par des coups d'État. Dès lors, les gains politiques à s'afficher aux côtés d'Israël sont faibles.

Les pays qui ont choisi d'exprimer un soutien net à Israël sont assez peu nombreux.

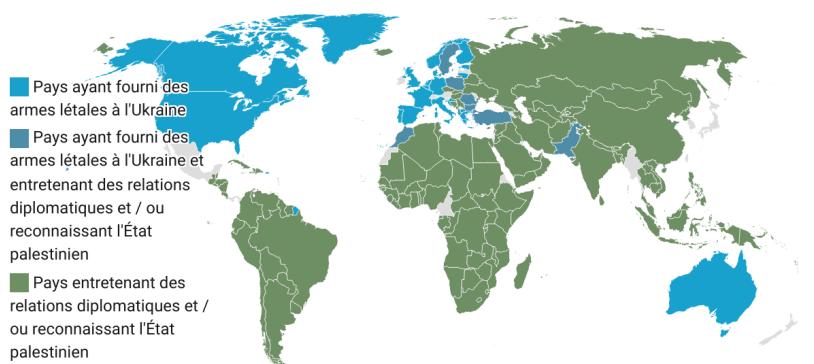
SONIA LE GOURIELLEC

À l'autre bout du spectre, et si l'on excepte les pays qui ne reconnaissent pas l'existence de l'État d'Israël (Djibouti, les Comores, la Somalie, le Mali et le

Niger), le pays le plus sévère est l'Afrique du Sud. Déjà opposée au statut d'observateur d'Israël au sein de l'Union africaine, elle a vivement critiqué sa politique. Quelques jours après l'attaque du Hamas, Cyril Ramaphosa, dans une déclaration soigneusement pesée, a expliqué les actions du Hamas par l'occupation des terres palestiniennes, soulignant ainsi son engagement profond dans ce débat. La référence à l'apartheid reste bien vivante sur le continent, puisque la Mauritanie l'a également utilisée pour condamner Israël dans le sillage de l'attaque.

L'Afrique subsaharienne est déjà en proie à de profonds conflits et à une grande instabilité depuis plusieurs mois, un nouveau conflit au Moyen-Orient ne fera qu'aggraver la situation. Dans ce contexte, la ligne de crête que semble tenir de nombreux États africains et la stabilité du positionnement de l'Union africaine semble plus prudente.

Soutien militaire à l'Ukraine, reconnaissance de la Palestine : une ligne de fracture mondiale ?



Ne sont pris en compte que les pays ayant fourni de façon avérée des armes létales à l'Ukraine. Non visible sur la carte, le Vatican reconnaît officiellement l'État palestinien depuis le 13 mai 2015.

Carte: Grand Continent • Source: House of Commons Library, 2023 • Crée avec Datawrapper

AFRIQUE DE L'OUEST

Gambie

La Gambie n'a pas encore exprimé de positions sur l'attaque du Hamas.

Les deux pays inaugurent des relations en 1965. En 1973, celles-ci sont rompues par la Gambie. Elles ne sont rétablies qu'en 1992.

Guinée-Bissau

Le président Umara Sissoco Embalo a appelé à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, exprimant sa préoccupation face à l'escalade de la violence et à la perte de vies humaines. Embalo a ajouté : « la Guinée-Bissau, en tant

que pays de paix et ayant une expérience de la guerre, regrette sincèrement cette situation dans la bande de Gaza. [...] Il y a malheureusement eu un bombardement lancé par le Hamas, mais malgré cela, nous appelons les deux parties à faire preuve de retenue car il y a eu beaucoup de pertes humaines. »

En 1996, la Guinée-Bissau ouvre une ambassade en Israël. En 1998, pendant la guerre civile guinéenne, l'ambassadrice Hillia Barber obtint de l'aide humanitaire d'Israël.

Guinée

Le 12 octobre 2023, Morissanda Kouyaté, le ministre des Affaires Étrangères a donné la position de la Guinée : « Le monde n'a pas besoin de guerre même si certaines de nos organisations trouvent que les conflits sont la meilleure solution. Ce qui se passe en ce moment doit interroger chaque peuple et chaque pays que la solution des problèmes, c'est autour d'une table. Ce n'est pas la guerre. C'est ce que le colonel Doumbouya a dit à la tribune des Nations-Unies. »

Après avoir établi des relations diplomatiques en 1958, la Guinée a pris la décision de rompre ces liens en 1967 après la guerre des Six jours – c'est le premier pays d'Afrique subsaharienne à rompre ses relations avec Israël. Néanmoins, malgré cette rupture officielle, certaines relations informelles ont perduré entre les deux pays. Avant le rétablissement des relations diplomatiques, les deux pays entretenaient d'importantes relations économiques : Israël exportait du matériel électronique et la Guinée des diamants. Les relations diplomatiques sont finalement rétablies en juillet 2016.

Sierra Leone

À ce jour, le Sierra Leone n'a pas exprimé sa position par rapport à l'attaque du Hamas le 7 octobre.

Israël et la Sierra Leone ont établi des relations diplomatiques en 1961, lorsque la Sierra Leone a obtenu son indépendance. Bien que les deux pays n'aient pas d'ambassades dans leurs capitales respectives, leurs relations sont amicales et coopératives. La Sierra Leone a soutenu Israël aux Nations Unies en s'abstenant lors du vote de 1975 qui qualifiait le sionisme de racisme, puis en approuvant la résolution de 1991 qui a annulé cette déclaration. En août 2023, la Sierra Leone a annoncé son intention d'ouvrir

une ambassade à Jérusalem, renforçant ainsi les liens entre les deux pays, et provoquant la colère de nombreux pays arabes.

Liberia

À ce jour, le Liberia n'a pas exprimé sa position par rapport à l'attaque du Hamas le 7 octobre.

Le Liberia a été l'un des États membres des Nations unies à voter en faveur de la création d'un État pour Israël le 29 novembre 1947. Le 9 avril 1959, Israël signa un traité d'amitié avec le Liberia. Entre 1959 et 1973, Israël et le Liberia conclurent cinq autres accords de ce type. Pendant cette même période, plusieurs visites d'État eurent lieu. En 1973, les liens furent rompus, avant d'être rétablis en 1983. Les guerres civiles qui déchirèrent le Liberia pendant les années 1990 interrompirent ce processus qui reprit dans les années 2000 : la présidente Ellen Johnson Searleaf a fait deux visites en Israël ; George Weah également.

PAYS SAHÉLIENS

Burkina Faso

Au Burkina Faso, un incident a eu lieu concernant les communications officielles des autorités. Sur le compte X (anciennement Twitter) de la ministre des Affaires étrangères Olivia Rouamba, un message a été diffusé affirmant que le Burkina Faso « condamne l'attaque surprise du Hamas et exprime sa solidarité avec Israël ». Toutefois, dès le lendemain, le ministère des Affaires étrangères a réfuté ce message sur son compte Facebook, affirmant : « Ce post, qui est l'œuvre des hackers et de personnes mal intentionnées, n'a pour seul but que de ternir l'image de notre diplomatie ». Le communiqué précise également que le message « n'est nullement de S.E Mme Olivia Rouamba ». La position officielle du Burkina Faso n'a néanmoins pas été précisée.

Des relations sont établies en 1961 la République de Haute-Volta (qui devint le Burkina-Faso en 1984) et Israël. Maurice Yaméogo, président de la République de Haute-Volta, passe un séjour en Israël, où il signe un traité d'amitié avec Golda Meir stipulant la paix perpétuelle entre la Haute-Volta et Israël. Des accords de coopération économique et technique ont été établis, marquant la première fois qu'Israël a formé de tels liens avec un pays africain. Durant la visite, les dirigeants ont également condamné les agissements en Angola et la ségrégation raciale en Afrique du Sud. En octobre 1973, la Haute Volta rompt ses relations avec Israël, comme 25

autres États d'Afrique subsaharienne. Les deux pays ont rétabli des relations diplomatiques en 1994.

Mauritanie

Le 7 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'étranger a transmis à l'agence mauritanienne d'information (AMI) le communiqué suivant : « Le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie exprime sa profonde préoccupation face à l'escalade en cours dans les territoires palestiniens occupés, considérée comme le résultat inévitable des provocations continues et des violations régulières des droits du peuple palestinien et du caractère sacré du bienheureux mosquée Al-Aqsa par les autorités d'occupation israéliennes et la poursuite de l'expansion des colonies. À cette occasion, le gouvernement mauritanien renouvelle sa position en faveur d'une solution juste et pacifique qui préserve le droit légitime du peuple palestinien à la dignité et à la souveraineté dans le cadre d'un État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à l'initiative de paix arabe et les résolutions internationales pertinentes. Le gouvernement mauritanien souligne également la nécessité pour la communauté internationale d'assumer ses responsabilités en prenant les mesures nécessaires pour arrêter le cycle de violence dans la région et y établir une paix durable. »

Suite à l'opération israélienne « Plomb durci » dans la bande de Gaza, la Mauritanie a rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 2010, après une brève période de reconnaissance débutée en 1999.

Les deux pays ont auparavant été en état de guerre durant plus de trente ans entre 1967 - guerre des Six Jours - et 1999 - date de la reconnaissance d'Israël comme État souverain par le Président mauritanien de l'époque Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya.

Sans que cela n'aboutisse à la participation de la Mauritanie aux Accords d'Abraham, Nouakchott avait approuvé en 2020 la politique émiratite de normalisation des relations avec Tel Aviv, qualifiant leur décision de « bon jugement ».

Mali

Le gouvernement malien ne s'est pas exprimé, au contraire de certains groupes djihadistes qui opèrent sur le territoire du Mali. Dans un communiqué conjoint publié en ligne, les branches d'Al-Qaïda en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ont salué la vaste offensive

palestinienne contre Israël. Dans le même temps, les deux groupes ont appelé à davantage de violence contre les Juifs.

Contrairement au communiqué des Shabaab, le message conjoint est explicite dans ses éloges envers le groupe soutenu par l'Iran, le Hamas : « Nous adressons ce message d'amour à nos frères en Palestine en général, et à Gaza en particulier, notamment aux Jund al-Aqsa [manière de se référer plus largement aux militants palestiniens] et à la Brigade des Martyrs Izz al-Din Qassam [Hamas] [...]. Nous saluons vos actions et vous exhortons à poursuivre, serrant vos dents avec patience sur le chemin du jihad. [...] Ils [les Palestiniens] ont attaqué les Juifs... voulant lever l'épée de l'humiliation de leurs cousins. » Les deux branches d'Al-Qaïda encouragent les militants palestiniens à «achever ce que vous avez commencé et à chercher de l'aide uniquement auprès de Dieu car c'est Lui qui garantit la victoire».

Le Mali fut le premier pays africain à conclure un accord à Jérusalem avec le gouvernement israélien. Après une visite de dix jours en Israël en 1960, le Mali a ouvert des relations diplomatiques avec l'État hébreu. Plusieurs accords de coopération ont notamment été signés entre Jean-Marie Koné, vice-président du conseil malien, et Golda Meir, ministre des affaires étrangères d'Israël, couvrant la coopération technique, les échanges culturels et les services aériens. Jean-Marie Koné a souligné l'importance de l'amitié entre les deux pays, rappelant qu'Israël avait été le premier à offrir son soutien au Mali avant même son indépendance. Au cours d'une réception, David Ben Gurion, rappela que les deux pays avaient connu et affronté la discrimination raciale et qu'ils s'en étaient libérés. Il ajouta : « Notre pays et le vôtre sont moitié couverts de déserts et n'oublions pas que peut-être les plus grands mouvements d'idées de l'Histoire, tels le judaïsme et l'Islam, ont eu leurs origines dans des régions désertiques. » En 1973, après la guerre de Kippour, les deux pays rompent leurs relations. Elles n'ont pas été rétablies depuis.

Niger

À ce jour, le Niger n'a pas exprimé sa position par rapport à l'attaque du Hamas le 7 octobre.

Initialement, après avoir obtenu son indépendance de la France en 1960, le Niger a établi des relations avec Israël. Bien qu'aucune mission permanente n'ait été établie, au cours des années 1960, plusieurs programmes israéliens ont été mis en place au Niger, principalement axés sur l'échange d'expertise dans le développement agricole des régions arides. Cependant, après la guerre arabo-israélienne de 1967, l'attitude du Niger envers Israël s'est refroidie, conduisant à une rupture formelle des relations diplomatiques en 1973, en partie due aux pressions exercées par des alliés tels que la Libye.

Au cours des années qui ont suivi, des liens informels ont subsisté entre les deux pays, mais ces relations ont été encore affaiblies par plusieurs événements, notamment l'ouverture par Israël de relations avec le régime d'apartheid en Afrique du Sud et les allégations selon lesquelles le Niger aurait fourni de l'uranium à des ennemis d'Israël, comme la Libye et l'Irak. De plus, le Niger a voté en faveur de la résolution de l'ONU de 1975 qui déclarait que le sionisme était une forme de racisme. En 1996, après le coup d'État militaire de 1996 au Niger et par le désir du nouveau gouvernement de restaurer les relations avec ses principaux bailleurs de fonds, les États-Unis et la France, il y a un début de normalisation entre les deux pays. Cette période de rapprochement fut de courte durée : en 2002, à la suite de la Seconde Intifada et de manifestations croissantes contre la politique étrangère d'Israël et des États-Unis, le Niger rompt à nouveau les relations diplomatiques, devenant ainsi la première nation à le faire depuis le début de l'Intifada. Le putsch contre Mohammed Bazoum cet été n'a rien changé à cette politique.

Sénégal

Le Sénégal a été l'un des premiers pays africains à réagir aux attaques. Le 8 octobre 2023, Dakar a publié le communiqué suivant : « Le Sénégal est gravement préoccupé par la reprise des hostilités dans le conflit israélo-palestinien le samedi 7 octobre 2023. Le gouvernement de la République du Sénégal condamne les attaques à l'origine de cette nouvelle spirale de la violence et appelle toutes les parties à la retenue pour éviter d'aggraver un bilan humain et matériel déjà lourd. En sa qualité de Président du Comité des Nations Unies pour l'Exercice des Droits Inaliénables du Peuple Palestinien, le Sénégal réitère la nécessité de raviver au plus vite les négociations entre les Parties, en vue de parvenir à l'objectif fixé par les résolutions pertinentes des Nations Unies, de deux États indépendants, Israël et Palestine, vivant côté à côté, à l'intérieur de frontière sûre et internationalement reconnues. »

Les relations avec le Sénégal ont été établies peu après l'indépendance de l'État africain. Elles ont été rompues par le gouvernement sénégalais le 28 octobre 1973, à la suite de la guerre du Kippour. Les deux pays ont repris leurs relations en juin 2017 – après une première période de normalisation en 1995 – à l'occasion de la présence du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au sommet de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) au Liberia. Depuis, Dakar entretient des relations relativement cordiales avec Tel Aviv. Lors des épisodes de violences, le Sénégal appelle régulièrement à l'apaisement. Néanmoins, Dakar n'hésite pas à dénoncer la colonisation israélienne en Palestine. En tant que président depuis 1975 du Comité des Nations Unies pour l'exercice des

droits inaliénables du peuple palestinien et membre du Comité Al Qodds, le pays a par exemple co-parrainé en décembre 2016 la résolution 2334 du Conseil de sécurité condamnant la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens.

La société civile sénégalaise est traditionnellement pro-palestinienne. L'Alliance nationale pour la cause palestinienne – une organisation regroupant des organisations religieuses sénégalais dont l'influente Jama'atou Ibadou Rahmene (JIR) – a ainsi demandé à l'État sénégalais de réviser sa position le 13 octobre 2023. L'État hébreux cherche à renverser l'opinion publique sénégalaise en sa faveur et mène une intense campagne de communication et de bénévolat à destination de la société civile : organisation de séjour en Israël, actions caritatives des grandes fêtes musulmanes, aide au secteur agricole, etc.

Soudan

À ce jour, le Soudan n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Historiquement marquées par des tensions, les relations entre Israël et le Soudan ont connu de profonds changements ces dernières années. Depuis 1958, le Soudan avait une loi interdisant tout rapport avec Israël. Les deux pays se sont affrontés lors des guerres de 1948 et 1967. Cependant, des signes de rapprochement sont apparus dans les années 2016, avec des déclarations favorables à une normalisation. Le véritable tournant intervient au début des années 2020, lorsque les deux nations ont normalisé leurs relations. Le 6 janvier 2021, le Soudan a officiellement signé la Déclaration des Accords d'Abraham. La signature a eu lieu dans la capitale soudanaise, Khartoum, en présence du secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin. Bien que le Soudan ait signé la section déclarative de l'accord, il n'a pas signé le document correspondant avec Israël, contrairement aux Émirats arabes unis et à Bahreïn. En février 2023, les négociations en vue de la normalisation se poursuivent. Parallèlement, ces efforts diplomatiques ont été condamnés par l'opposition soudanaise et les groupes de la société civile. Depuis le début de la guerre civile au Soudan, Israël a multiplié les efforts de médiation.

Lundi 9 octobre, le Soudan a accepté d'échanger des délégations officielles et de restaurer les relations diplomatiques avec l'Iran, qui est allié au Hamas. Il avait rompu les liens diplomatiques avec l'Iran en 2016 après l'attaque de l'ambassade d'Arabie Saoudite à Téhéran.

Tchad

À ce jour, le Tchad n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Après l'indépendance du Tchad en 1960, Israël fut l'un des premiers pays à reconnaître la nouvelle nation souveraine. Cette reconnaissance a rapidement conduit à l'établissement de relations diplomatiques en janvier 1961 et à l'ouverture d'une ambassade israélienne à Fort-Lamy l'année suivante. Ces premières années ont été marquées par des relations amicales, symbolisées par la visite officielle du président tchadien François Tombalbaye en Israël en 1965. Cependant, cette amitié n'a pas duré : en 1972, le Tchad fut l'un des premiers pays africains à rompre ses relations avec Israël. Malgré l'absence de relations formelles, des liens informels ont persisté : Israël a notamment fourni des armes au Tchad pendant la guerre civile tchadienne et a continué à soutenir le pays dans sa lutte contre les rebelles dans le nord.

Un tournant majeur est survenu en 2016 lorsque le Directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères a rencontré le président tchadien Idriss Déby. Deux ans plus tard, en 2018, Déby a effectué une visite officielle en Israël, préparant le terrain pour la restauration des relations diplomatiques, qui a été finalisée en janvier 2019 lors de la visite de Benyamin Netanyahu à N'Djamena. Si les détails précis des accords commerciaux conclus à cette époque n'ont pas été révélés, il est largement admis qu'ils comprenaient des fournitures d'armes israéliennes pour aider le Tchad dans sa lutte contre les rebelles islamistes dans le nord. Cette reprise des relations s'est traduite par un renforcement significatif en 2023, avec l'annonce de l'établissement d'une ambassade tchadienne à Ramat Gan et la visite du président tchadien Mahamat Déby en Israël. Cependant, Israël a décidé de ne pas ouvrir d'ambassade au Tchad, préférant gérer les contacts depuis son ambassade au Sénégal.

CORNE DE L'AFRIQUE

Djibouti

Le 8 octobre 2023, le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de Djibouti a publié le communiqué suivant : « La République de Djibouti exprime une profonde inquiétude face à l'évolution de la situation dans les territoires palestiniens occupés. Elle tient l'État d'Israël pour responsable de l'escalade en cours en raison de ses agressions continues et de ses violations constantes des droits du peuple palestinien et de ses lieux saints, notamment les incursions répétées dans la mosquée Al-Aqsa sous la protection de la police israélienne. Djibouti insiste sur la

nécessité d'une action urgente de la communauté internationale pour contraindre Israël à mettre fin à ses provocations et à ses flagrantes violations du droit international, et pour empêcher que ces événements ne servent de prétexte à l'allumage d'un nouveau conflit inégal contre les civils palestiniens. Djibouti réaffirme également sa position constante de soutien au peuple palestinien frère dans la réalisation de ses aspirations, l'obtention de tous ses droits légitimes, y compris l'établissement de son État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. »

Djibouti ne reconnaît pas Israël comme un État souverain, bien que le ressortissants de l'État hébreux puissent se rendre dans ce petit pays de la corne de l'Afrique avec leur passeport israélien.

En septembre 2020, le président de la république de Djibouti Ismail Omar Guelleh a affirmé que la normalisation des relations avec Israël était inenvisageable tant que la solution à deux États n'était pas acceptée par Tel Aviv et que les droits des Palestiniens continuaient à être bafoués : « Tout ce que nous demandons au gouvernement, c'est de faire un geste en faveur de la paix et nous en ferons dix en retour. Mais je crains qu'ils ne le fassent jamais ».

Érythrée

À ce jour, l'Érythrée n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Asmara reconnaît l'État hébreux depuis le 6 mai 1993, trois semaines environ avant son indépendance totale de l'Ethiopie advenue le 24 mai 1993.

Environ 18 000 demandeurs d'asile érythréens vivent en Israël.

Éthiopie

À ce jour, l'Éthiopie n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Tel Aviv a constamment soutenu l'Éthiopie dans la guerre qui l'a opposée aux groupes rebelles érythréens de 1961 à 1991. Israël craignait qu'une Erythrée pro-arabe indépendante n'entrave sa liberté de navigation en Mer Rouge - l'ambassadeur israélien en Éthiopie, Meir Joffe, affirmant qu'il fallait éviter que « la Mer Rouge ne se transforme en mer arabe ». L'assistance était essentiellement d'ordre militaire avec l'armement et la formation d'unités contre-insurrectionnelles. Ce soutien s'est poursuivi même après la rupture unilatérale des relations par Addis-Abeba en 1973 sous le régime du Derg et de Mengistu Haile Mariam, chef de l'État éthiopien de 1977 à 1991. En 1992,

les deux pays se sont mutuellement reconnus et Israël continuerait à soutenir l'Éthiopie, en participant notamment à la protection du barrage de la Renaissance, ce qui entraîne des tensions avec Le Caire.

La présence historique de populations juives en Éthiopie, les Beta Israël ou Falasha, structure la relation. En échange de l'aide militaire apportée, l'Éthiopie a autorisé l'émigration vers Israël des Juifs éthiopiens. L'émigration a débuté après qu'Israël a reconnu la judéité des Falasha en 1975.

Somalie

À ce jour, la Somalie n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël. Le 18 octobre 2023, elle a néanmoins publiquement condamné le bombardement du l'hôpital Al-Ahli de Gaza : « La République fédérale de Somalie condamne fermement, dans les termes les plus énergiques, le bombardement odieux de l'hôpital baptiste Ahli à Gaza, qui a fait plus de 500 blessés et la mort de plus de 500 civils palestiniens, dont des enfants et des femmes. L'armée israélienne d'occupation en porte la responsabilité. »

Les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques. En septembre 2023, le ministre israélien des Affaires étrangères Eli Cohen envisageait de normaliser les relations. En juin 2023, la Somalie aurait par ailleurs été conviée à assister en tant qu'observateur à la future rencontre du Forum du Néguev aux côtés des Comores.

GOLFE DE GUINÉE

Bénin

À ce jour, le Bénin n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Le 29 septembre 1961, le Dahomey (qui prit le nom de Bénin en 1972) et Israël signent un traité d'amitié et d'assistance technique. En octobre 1973, le Bénin rompt ses relations avec Israël. En 1992, elles sont rétablies avant la signature d'un important accord de coopération politique, économique, scientifique et culturel en 1997.

Cameroun

Paul Biya, un soutien historique d'Israël sur le continent africain, a attendu plusieurs jours avant d'exprimer une position. Le 10 octobre 2023, dans une lettre adressée au Président israélien Isaac Herzog et signée de la main du Président camerounais Paul Biya, Yaoundé a publiquement condamné les attaques perpétrées par le Hamas : « Monsieur le Président, j'ai pris connaissance avec un réel émoi de l'effroyable bilan humain causé par l'attaque armée du Groupe islamiste Palestinien "Le Hamas", survenue dans la banlieue de Gaza. Je tiens, suite à cette terrible tragédie, à vous adresser, ainsi qu'aux familles des victimes et à la Nation israélienne profondément meurtrie, mes sincères condoléances. J'y joins mes vœux de prompt rétablissement aux blessés, et mes souhaits de libération de tous vos concitoyens pris en otage ».

Les relations entre les deux pays sont établies peu de temps après l'indépendance du Cameroun. Leurs relations sont rompues par ce dernier pays en 1973, mais elles sont rétablies en 1986, le Cameroun étant l'un des premiers pays d'Afrique à rouvrir une initiative diplomatique. Avec le temps, les deux pays se sont rapprochés dans plusieurs domaines. En matière de coopération et de sécurité, le Cameroun utilise activement des véhicules blindés fournis par Israël. Par ailleurs, la coopération s'étend également à la formation : la Force de Réaction Rapide du Cameroun, nommée BIR, est équipée et entraînée par des spécialistes israéliens. Il existe également des programmes de formation agricole.

Le Cameroun, à l'instar de l'Érythrée, ne reconnaît pas l'État de Palestine. Sur la scène internationale, le Cameroun s'est distingué par son soutien à Israël, notamment en votant contre plusieurs résolutions des Nations Unies perçues comme étant anti-israéliennes. Il est à noter que le Cameroun fut le seul pays à se joindre à Israël en opposition à la résolution « Assistance aux réfugiés palestiniens ».

Côte d'Ivoire

À ce jour, la Côte d'Ivoire n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël. L'ambassade en Israël s'est contentée de publier un communiqué le 8 octobre indiquant qu'il n'y avait pas pour l'instant de victimes ivoiriennes. Elle exhortait aussi les ressortissants ivoiriens à respecter les consignes de sécurité et à ne pas trop s'éloigner des abris.

En février-mars 1958, Golda Meir se rend en Guinée, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, au retour duquel Israël fonde l'Agence israélienne de coopération internationale Mashav. Dès l'indépendance de la Côte d'Ivoire, les deux États échangent des ambassadeurs, Félix Houphouët-Boigny nommant l'un

de ses proches en Israël. Les relations sont interrompues en 1973 après la guerre de Kippour. La Côte d'Ivoire fait néanmoins partie des premiers pays avec lesquels Israël a rétabli des relations diplomatiques : en décembre 1985, Shimon Peres fait un voyage en Côte d'Ivoire pour formaliser le renouvellement du lien entre les deux pays, un an après qu'Houphouët-Boigny avait annoncé qu'il entendait avancer dans cette direction. Depuis, les relations entre les deux pays sont plutôt bonnes : la Côte d'Ivoire est l'un des principaux partenaires commerciaux d'Israël sur le continent africain. En 2018, la Côte d'Ivoire fait même partie des pays qui assistent à l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem – et ce, alors même que le pays avait voté la résolution de l'ONU condamnant cette ouverture, six mois plus tôt.

Gabon

À ce jour, le Gabon n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 15 novembre 1960, date à laquelle a été nommé le premier ambassadeur non-résident d'Israël au Gabon. Le 29 octobre 1973, le Gabon a rompu ses relations diplomatiques avec Israël. Elles ont seulement été rétablies le 29 septembre 1993.

Ghana

Le 8 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères et de l'intégration régionale ghanéen a publié le communiqué suivant : « Le Gouvernement du Ghana est profondément attristé et choqué par les événements en cours en Israël, où des militants du Hamas de la bande de Gaza se sont infiltrés dans le sud d'Israël pour attaquer des civils israéliens innocents au milieu d'un barrage d'attaques à la roquette depuis la bande de Gaza. Le Ghana condamne sans équivoque ces attaques et appelle les dirigeants du Hamas à cesser immédiatement les attaques et à retirer ses militants du sud d'Israël. Tout en affirmant son soutien au droit d'Israël à exister et à se défendre, le Ghana appelle le gouvernement israélien à faire preuve de retenue dans sa réponse à l'attaque du Hamas. Le Ghana profite de cette occasion pour appeler les deux parties au conflit israélo-palestinien à revenir à la table des négociations. »

Le 11 octobre, le ministère a publié un communiqué mettant en garde le public contre la propagation de fake news, réagissant à la diffusion d'une vidéo montrant des citoyens ghanéens pris au piège dans des combats.

Les premiers contacts entre Israël et le Ghana débutent en 1956 avec l'établissement d'un consulat israélien à Accra, un avant l'indépendance du pays advenue en 1957. Le Ghana est le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir établi des relations diplomatiques avec Tel Aviv. Cette période est qualifiée par Zach Levei politiste à l'Université d'Haïfa, de « lune de miel ». Au lendemain de l'indépendance, Israël a supervisé avec l'aide de l'Inde la création de l'Armée de l'air ghanéenne. De nombreux pilotes de chasse ghanéens ont été formés dans les écoles militaires israéliennes.

Le Ghana entretient actuellement des relations étroites avec l'État hébreu après une période de rupture entre 1973 - date de la guerre du Kippour - et 1994. En 2016, le ministre des Affaires étrangères du Ghana, Hanna Tetteh s'était rendu en Israël. En juillet 2023, sept mois seulement après sa prise de fonction, le ministre israélien des Affaires étrangères Eli Cohen s'était rendu au Ghana pour y rencontrer le Président Nana Akufo-Addo.

Les deux pays coopèrent principalement dans le domaine sécuritaire (lutte anti-terroriste) et de la santé (l'entreprise israélienne EDC a construit l'hôpital de l'Université du Ghana). Sur le plan diplomatique, le Ghana a été le premier pays africain à soutenir publiquement la demande de Tel Aviv d'obtenir le statut d'observateur auprès de l'Union africaine (UA).

Guinée Équatoriale

À ce jour, la Guinée Équatoriale n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

En 1968, lorsque la Guinée équatoriale a proclamé son indépendance de l'Espagne, Israël a rapidement reconnu le nouvel État, établissant des relations diplomatiques dès 1968. Cependant, ces relations ont été interrompues en 1973. Dans le sillage de ce conflit, la Guinée équatoriale, à l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, a décidé de rompre ses liens diplomatiques avec Israël. Deux décennies plus tard, en janvier 1994, les deux pays ont décidé de renouer leurs relations diplomatiques. Ces relations renforcées ont conduit à des initiatives conjointes significatives, notamment la fondation en 2007 par l'Allemagne et Israël d'un hôpital à Bata : le personnel soignant y est largement israélien. En 2019, la Guinée équatoriale ouvre une ambassade en Israël.

Nigeria

Le 7 octobre, le Nigeria a appelé à une « désescalade et à un cessez-le-feu » par le dialogue, ajoutant qu'il était « profondément préoccupé » par la flambée de violence. Le communiqué ajoutait : « Le cycle de la violence ... ne sert qu'à perpétuer un cycle sans fin de douleur et de souffrance pour la population civile qui subit le poids de chaque conflit ».

En 1960, les deux pays établissent des relations. Au cours de la guerre du Biafra (1967-1970), Israël a joué un rôle ambigu en fournissant des armes aux deux camps tout en apportant une aide substantielle aux rebelles biafrais, soulignant sa volonté d'aider sur le plan humanitaire. Par ailleurs, dans les années 1960 et au début des années 1970, Israël a marqué son empreinte sur le développement de l'Afrique subsaharienne, y compris le Nigeria, en envoyant des experts et des volontaires pour aider dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, la médecine et la technologie. Après la guerre de Kippour en 1973, le Nigeria a rompu les relations diplomatiques avec Israël.

Ces liens sont rétablis en septembre 1992. Depuis lors, la coopération entre les deux pays s'est considérablement renforcée, avec l'établissement d'ambassades mutuelles, la présence de nombreuses entreprises dans les deux pays et la création du Forum d'affaires nigérian-israélien en 2006. De plus, en 2013, le président Goodluck Jonathan est devenu le premier président nigérian à visiter Israël, marquant un jalon dans leurs relations bilatérales. La solidarité entre les deux nations a été illustrée en 2014, lorsque le président Jonathan a exprimé son soutien à Israël lors de l'enlèvement et le meurtre de trois adolescents israéliens.

Togo

Le 7 octobre 2023, Robert Dussey, le ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur a publié sur X (anciennement twitter) le texte suivant : « Le Togo condamne fermement l'attaque Terroriste du Hamas contre des civils israéliens. Nous encourageons Israël et le Hamas à continuer le dialogue pour régler les différents. Nous demandons la libération des otages. La priorité est la paix en Israël en Palestine et dans la région. Nous sommes du côté de la paix. »

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 28 août 1960, date à laquelle a été nommé le premier ambassadeur d'Israël au Togo, Moshe Bitan. Le Togo a rompu ses liens avec Israël le 21 septembre 1973, à la suite de la majorité des États africains, mais les relations diplomatiques ont été rétablies le 9 juin 1987. Depuis, les deux pays sont devenus d'importants partenaires commerciaux, le Togo étant le deuxième partenaire commercial

d'Israël en Afrique. En août 2017, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a reçu le Président togolais Faure Essozimna Gnassingbé à Jérusalem lors de son voyage officiel de cinq jours en Israël. Signe de cette proximité, en décembre 2017, le Togo a voté à l'ONU en faveur de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS

Burundi

À ce jour, le Burundi n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

En 1962, le Burundi et Israël ont inauguré leurs relations diplomatiques, jusqu'en mai 1973 lorsque le Burundi les a interrompues. Elles ont été rétablies en 1995.

Kenya

Le 7 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères et de la diaspora a publié le communiqué suivant, intitulé « Déclaration condamnant l'attaque non-provoquée des militants du Hamas contre Israël ».

« C'est avec une profonde inquiétude et une profonde consternation que le ministère des Affaires étrangères et de la diaspora condamne, dans les termes les plus fermes, l'attaque non provoquée par des militants du Hamas contre le peuple israélien tôt dans la journée. Cet acte de violence flagrant a non seulement perturbé la paix fragile au Moyen-Orient, mais constitue également une menace importante à la paix et à la sécurité mondiales. L'attaque a entraîné des pertes de vies tragiques et insensées. Des civils innocents, des deux côtés, subissent une fois de plus le poids de cette violence, et nos pensées vont aux victimes et leurs familles qui doivent maintenant faire face aux conséquences dévastatrices de cette agression injustifiée. Ce mépris flagrant de la vie humaine affiché par les attaquants est profondément troublant et constitue un affront aux valeurs qui soutiennent notre humanité commune. Le Kenya croit fermement aux principes du dialogue constructif, de la négociation et de la diplomatie comme seul moyen de résoudre les conflits et les différends. Nous soutenons fermement les efforts internationaux visant à parvenir à une solution durable et juste au problème israélo-palestinien, et nous appelons toutes les parties impliquées à cesser immédiatement les hostilités, faire preuve de retenue et rechercher un accord négocié. Ce n'est que par un dialogue pacifique qu'une solution durable et équitable pourra être trouvée, garantissant le respect des droits

et des aspirations de toutes les parties. Ce dernier incident souligne la nécessité urgente pour la communauté internationale de redoubler d'efforts pour trouver une solution globale et durable au conflit israélieo-palestinien. L'escalade continue de la violence dans la région déstabilise non seulement le Moyen-Orient, mais ses implications se répercutent dans plusieurs régions sous la forme d'intolérance, de déstabilisation et de menaces terroristes. Le Kenya exhorte les Nations Unies, le Quatuor pour le Moyen-Orient et toutes les parties prenantes concernées à intensifier leurs efforts diplomatiques afin de faciliter une résolution pacifique. Le Kenya réitère sa condamnation sans équivoque de cette attaque non provoquée et exprime ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles. »

En 1963, Golda Meir, alors ministre israélienne des Affaires étrangères, rencontre le Premier ministre kényan Jomo Kenyatta. Ce voyage a jeté les bases d'une collaboration étroite, avec la construction de l'ambassade d'Israël à Nairobi et un engagement à former des Kényans dans des domaines tels que l'agriculture et la médecine. En 1973, à la suite de la guerre de Kippour, les relations diplomatiques entre les deux pays sont rompues à l'initiative du Kenya. Néanmoins, le pays donne des informations à Israël et lui ouvre son espace aérien en préparation de l'Opération Entebbe en 1976. Les relations sont officiellement renouées en 1988, et les années suivantes ont vu une série d'initiatives conjointes, comme le projet d'irrigation Kibwezi en 1991. La coopération s'est également étendue à la sécurité, en particulier après les attaques de Mombasa en 2002, qui ont visé des intérêts israéliens au Kenya. Au cours de la dernière décennie, la collaboration s'est intensifiée, avec une aide mutuelle en cas de catastrophes, des initiatives de coopération en matière de défense et une aide à la lutte contre le terrorisme. L'intervention d'Israël lors de l'attaque du centre commercial Westgate à Nairobi en 2013 en est un exemple notable.

Ouganda

Dès le 7 octobre, Yoweri Museveni, le président ougandais, publiait un message sur X (anciennement Twitter) disant : « La reprise de la violence en Israël et en Palestine est regrettable. Pourquoi les deux parties ne mettent-elles pas en œuvre la solution des deux États ? Il convient de particulièrement condamner la pratique des belligérants consistant à prendre pour cible des civils et des non-combattants. »

L'Ouganda – alors intégré à la colonie britannique du Kenya – a été proposé par Theodor Herzl en 1903 comme un possible foyer pour les juifs européens cherchant à fuir l'antisémitisme. Le projet fut abandonné devant

les résistances, aussi bien de la part de l'Empire britannique qu'à l'intérieur du mouvement sioniste.

Initialement, Israël a soutenu l'Ouganda après son indépendance de l'Empire britannique en 1962, cherchant des alliés en Afrique de l'Est pour contrer les pays arabes hostiles à Israël. Les deux pays ont établi des liens diplomatiques et militaires, avec Israël aidant à développer des infrastructures militaires en Ouganda dans les années 1960. Cependant, la relation a pris un tour hostile sous le régime autoritaire d'Idi Amin Dada, qui a pris le pouvoir en 1971. Bien qu'il ait initialement été soutenu par Israël en raison de ses promesses de revenir sur la nationalisation menaçant les intérêts israéliens, il a rapidement tourné vers d'autres partenaires, mettant fin à ses relations avec Israël : en août 1972, il ordonne à tous les israéliens de quitter le territoire. Le détournement de l'avion d'Air France vers Entebbe en 1976 a conduit à une opération de sauvetage par Israël pour libérer les otages, ce qui aggrava encore les tensions. Après la chute d'Amin Dada en 1979, les relations se sont progressivement normalisées sous le leadership de Yoweri Museveni, devenu président en 1986. En 2003, Museveni a effectué sa première visite officielle en Israël, marquant un réchauffement des liens entre les deux pays. Les dirigeants israéliens, notamment Ariel Sharon, ont également visité l'Ouganda, et les deux pays ont discuté de la possibilité d'ouvrir une ambassade de l'Ouganda à Jérusalem. Comme le Rwanda, l'Ouganda fait partie des pays d'Afrique vers lesquels Israël expulse des réfugiés africains depuis 2014.

Au début du XXe siècle, Semei Kakungulu, un chef de guerre de l'Est de l'Ouganda, crée un mouvement religieux, les « Abayudaya », qui est largement inspiré par le judaïsme. Il adopte notamment le calendrier hébreu, et fonde plusieurs synagogues. Le mouvement a continué à se développer après sa mort en 1928 et des relations ont été tissées avec Israël à partir du début des années 1960. Malgré les persécutions subies pendant la dictature d'Idi Amin Dada, cette communauté existe encore à ce jour.

République Centrafricaine

À ce jour, la République Centrafricaine n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

La République Centrafricaine et Israël entretiennent des relations diplomatiques, après une interruption entre 1973 et 1989.

Ces bonnes relations se matérialisent dans des partenariats historiques, comme la jeunesse pionnière internationale, une association de jeunesse créée en 1962 avec le Gouvernement israélien pour lutter contre la pauvreté. En 2017, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue israélien, le Président de la RCA Faustin Archange Touadera a déclaré : « Israël est une

référence pour nous et nous voulons nous inspirer de votre modèle de réussite ».

Comme de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale, Bangui collabore activement avec Tel Aviv dans le secteur de la défense et de la sécurité.

République du Congo

À ce jour, la République du Congo n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

La reconnaissance entre les deux pays intervient dès l'indépendance du Congo : au mois d'août 1960, le Président congolais Fulbert Youlou effectue une visite officielle à Jérusalem. Dès 1962, un traité d'amitié et de coopération est signé entre la République du Congo et Israël. Les relations diplomatiques entre les deux États furent rompues en novembre 1972, avant d'être rétablies en juillet 1991. La République du Congo dispose d'une ambassade en Israël.

République démocratique du Congo

Le 8 octobre, la Présidence de la RDC a publié sur X (anciennement twitter) le texte suivant : « Le Président Félix Tshisekedi condamne avec fermeté les attaques terroristes qui ont frappé l'État d'Israël ce samedi, causant de lourdes pertes en vies humaines et de nombreux blessés. En son nom propre et au nom des Congolais, le Chef de l'État exprime sa solidarité au peuple israélien et présente ses condoléances aux victimes et à leurs proches. La RDC et l'État d'Israël sont unis pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes. »

Après l'indépendance du Zaïre en 1960, une rencontre fondamentale a lieu en 1962 entre les dirigeants Yitzhak Ben-Zvi et Joseph Kasa-Vubu, solidifiant les bases d'une future collaboration. La présidence de Mobutu est un moment plus complexe. Celui-ci rompt les liens avec Israël en 1973. Toutefois, cette rupture fut de courte durée, car le Zaïre est devenu le premier pays africain à renouer les relations avec Israël, dès 1982. Ces liens se sont ensuite renforcés par des accords militaires, Israël assurant notamment la formation de la garde présidentielle de Mobutu. Le XXI^e siècle a vu un renouveau de la relation diplomatique. Les relations commerciales jouent un rôle important dans le lien entre les deux pays. Celles-ci sont notamment marquées par la figure l'homme d'affaires israélien Dan Gertler en RDC. Depuis 1997, Gertler a été un acteur dominant dans le secteur minier du Congo, exportant des minéraux précieux comme le

diamant, le cuivre et le cobalt. Son monopole, accordé par l'ancien président Laurent Désiré Kabila, a été accompagné de contreparties financières et de livraisons d'armes d'Israël. Cependant, cette relation économique est entachée d'allégations de corruption et de pillage des ressources. En 2013, on estime que les transactions de Gertler ont privé la RDC de 1,4 milliard de dollars en revenus de licences minières, conduisant finalement à des sanctions internationales en 2017.

Rwanda

Le 8 octobre, un communiqué a été publié : « Le gouvernement de la République du Rwanda présente ses condoléances et sa sympathie aux gouvernement et au peuple de l'État d'Israël après les attaques terroristes du 7 octobre 2023, qui ont mené à la perte de nombreuses vies, de nombreux blessés et l'enlèvement d'otages. Le gouvernement de la République du Rwanda condamne cet acte de terreur, notamment le ciblage de civils innocents. La situation actuelle est inquiétante et mérite une désescalade urgente. »

Israël et le Rwanda ont établi des relations diplomatiques en 1962, peu après l'indépendance du pays. Comme souvent, ces liens comprenaient la signature d'un accord de coopération technique. Les relations diplomatiques ont été rompues en 1973, à la suite de la guerre du Kippour, mais ils ont repris en octobre 1994, après la fin du génocide des Tutsis au Rwanda. Cette tragédie a marqué l'opinion israélienne : si la Knesset s'est contentée d'exprimer son « choc profond et sa grande consternation par rapport à la terrible tragédie humaine qui se déroule au Rwanda », sans parler de génocide, le terme a été largement repris par les médias israéliens en 1994, certains parlant même de « Shoah ». Une première ambassade à Tel Aviv a été ouverte fin 1994, mais le Rwanda a été contraint de fermer sa mission quelques années plus tard pour des raisons budgétaires. Elle a été rouverte en 2015.

Soudan du Sud

Le 11 octobre 2023, Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a écrit au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu : « J'écris au nom du gouvernement et du peuple du Soudan du Sud pour exprimer mes plus sincères condoléances à vous et au peuple d'Israël pour les personnes que vous avez perdues à cause des actes terroristes odieux et provoqués par le

Hamas ce dernier week-end. Aucun motif politique ne peut jamais justifier le meurtre de civils innocents. »

Les relations entre Israël et le Soudan du Sud ont commencé plusieurs décennies avant l'indépendance du pays. Dès les années 1960, des contacts ont été établis, en particulier en 1967, lorsque les rebelles chrétiens du Sud ont empêché les troupes soudanaises de participer à la guerre des Six-Jours. En reconnaissance, Israël a soutenu ces rebelles contre le gouvernement de Khartoum, fournissant des fonds et du matériel militaire récupéré auprès de l'armée égyptienne. L'influence israélienne s'est renforcée dans les années 1980, notamment avec la montée au pouvoir d'Omar El-Bachir à Khartoum. En réaction, Israël a accentué sa pression en effectuant plusieurs frappes aériennes contre des convois d'armes destinés au Hamas. Israël a vu une opportunité stratégique dans l'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011 : c'était l'occasion de renouer avec la « doctrine de la périphérie » de David Ben Gurion, qui visait à établir des relations avec les pays en marge du monde arabe. Pour Israël, une alliance avec le Soudan du Sud offrait également un point stratégique pour surveiller les mouvements de Khartoum. Très vite, des relations ont été établies : le premier président sud-soudanais, Salva Kiir, a fait une visite à Jérusalem en décembre 2011. Contrairement à d'autres nations, le Soudan du Sud, à majorité chrétienne, n'a pas de position forte sur le conflit israélo-palestinien. Ce désintérêt relatif a même conduit le ministre des Affaires étrangères sud-soudanais, Deng Alor Koul, à envisager d'établir une ambassade à Jérusalem plutôt qu'à Tel-Aviv. Des projets de coopération pétrolière et agricole sont élaborés avant que le pays ne sombre dans la guerre civile (2013-2020). Le rôle d'Israël dans ce conflit a également été le sujet de controverses : en 2016, l'ONU a accusé Israël de fournir des armes au Soudan du Sud en violation d'un embargo.

Tanzanie

Le 8 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères et de la coopération est-africaine a publié la déclaration de presse suivante : « La République-Unie de Tanzanie est attristée par la perte de vies innocentes à cause des violences perpétrées en Israël et en Palestine. Nous pleurons avec les familles des défunt et prions pour un prompt rétablissement des blessés. Nous condamnons toutes les formes de violence. La violence n'a jamais réussi comme instrument de règlement des différends. Nous appelons à la retenue pour endiguer de nouvelles pertes en vies humaines. Nous exhortons toutes les parties à rechercher une paix durable grâce à un véritable dialogue, garanti par la bonne volonté de toute la famille des

nations, ancré dans l'impératif de deux États également viables, vivant côte à côte dans la paix et l'harmonie. »

La Tanzanie et Israël ouvrirent des relations diplomatiques peu de temps après l'indépendance. En octobre 1973, la Tanzanie rompt ses relations. Elles sont rétablies en 1995. Au cours des années 2010, Israël a accompagné le développement de structures de soins en Tanzanie.

AFRIQUE AUSTRALE

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud communique abondamment depuis le début de la crise le 7 octobre 2023. Sa position a évolué, d'un appel à la désescalade initial à un soutien affirmé au peuple palestinien.

Le 7 octobre 2023, le Département des Relations Internationales et de la Coopération de l'Afrique du Sud (DIRCO) a publié le communiqué suivant : « L'Afrique du Sud appelle à la cessation immédiate de la violence, à la retenue et à la paix entre Israël et la Palestine. L'Afrique du Sud exprime sa profonde préoccupation face à la récente escalade dévastatrice du conflit israélo-palestinien. La nouvelle conflagration est née de l'occupation illégale continue des terres palestiniennes, de l'expansion continue des colonies, de la profanation de la mosquée Al Asa et des lieux saints chrétiens et de l'oppression continue du peuple palestinien. La région a désespérément besoin d'un processus de paix crédible qui réponde aux appels de la pléthore de résolutions précédentes de l'ONU en faveur d'une solution à deux États et d'une paix juste et globale entre Israël et la Palestine. L'Afrique du Sud, en collaboration avec la communauté internationale, cherche à garantir une paix durable qui produirait un État palestinien viable et d'un seul tenant, existant côte à côte en paix avec Israël, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Les résolutions de l'ONU et le droit international sont importants. La communauté internationale ne peut se soustraire à son devoir d'agir et, ensemble, nous devons assumer la responsabilité d'éliminer les obstacles à la paix et toute violation du droit international. La violence, les meurtres, les emprisonnements, les déplacements forcés, les colonies illégales et le siège continu de Gaza ne sont pas propices à la résolution du conflit. Il faut accorder une attention urgente à la résolution des questions relatives au statut final telles que les frontières, le statut de Jérusalem, la libération des prisonniers politiques et le droit au retour. Aucune paix réelle et durable en Israël, en Palestine et dans la région n'est possible en l'absence d'une résolution juste et globale du conflit. Les Israéliens, les Palestiniens et la région n'ont rien à gagner d'une escalade des tensions, d'une violence

accrue, d'une instabilité croissante et d'un conflit violent persistant et prolongé. L'Afrique du Sud appelle donc toutes les parties à saisir l'occasion de parvenir à la paix plutôt qu'à la violence, et à la communauté internationale de se rallier activement à ses propres résolutions internationales et d'établir un processus de paix crédible. L'Afrique du Sud est prête à partager son expérience en matière de médiation et de résolution des conflits, comme elle l'a fait sur le continent et dans le monde. »

Le 13 octobre 2023, le DIRCO a déclaré : « Le Département des Relations Internationales et de la Coopération de l'Afrique du Sud condamne dans les termes les plus fermes la violation par Israël des Conventions de Genève et l'abandon du droit international humanitaire à Gaza, par le refus intentionnel de nourriture, d'eau, d'électricité et de carburant à la population de Gaza. ». Un communiqué de presse complète cette déclaration.

Le 14 octobre 2023, une vidéo publiée par le compte X personnel de Cyril Ramaphosa montre le Président sud-africain arborant un keffieh noir et blanc, un drapeau palestinien à la main. Le commentaire suivant accompagne la vidéo : « Nous nous engageons à être solidaires avec le peuple palestinien. »

Le 16 octobre 2023, la Présidence a publié le communiqué suivant :

« La paix ne sera pas possible tant que les Palestiniens ne seront pas libres
Cher compatriote sud-africain,

Comme beaucoup de personnes dans le monde, les Sud-Africains ont assisté avec beaucoup d'angoisse et de douleur à la violence et à la destruction dévastatrices en Israël et à Gaza depuis samedi la semaine dernière.

Cela n'a jamais été dans notre nature en tant que Sud-Africains de réserver notre empathie uniquement à ceux avec qui nous partageons une affinité ethnique, raciale, religieuse ou culturelle. En tant que Sud-Africains, nous avons inscrit dans notre ADN national la fermeté contre toutes les formes de préjugés, notamment le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et la xénophobie. Nos pensées et nos prières accompagnent les peuples de Palestine et d'Israël alors qu'ils traversent ces moments difficiles.

Il a été traumatisant de voir les images de civils tués, blessés et capturés, de maisons détruites et de quartiers entiers rasés par les bombardements. Les atrocités dont nous avons été témoins depuis samedi dernier constituent le dernier chapitre d'une histoire douloureuse de souffrance, d'oppression, d'occupation et de conflit remontant à plus de 75 ans.

La mort déchirante de civils israéliens et palestiniens est un choc pour notre humanité collective. Même si le droit international reconnaît le droit des

opprimés et des personnes qui se défendent d'utiliser les armes comme moyen de lutte et de défense, ce droit doit être exercé dans le cadre des Conventions de Genève. Les images du meurtre de civils en Israël par le Hamas il y a un peu plus d'une semaine et des massacres continus de civils à Gaza par les forces israéliennes vont à l'encontre des principes du droit international, qui interdit de prendre pour cible des non-combattants, en particulier les femmes, les personnes âgées et enfants.

Nous exprimons notre tristesse et nos condoléances à tous ceux qui traversent les moments les plus difficiles avec leurs familles. En tant que Sud-Africains, nous sommes particulièrement profondément attristés car certaines des personnes décédées sont des citoyens sud-africains pris dans ce conflit.

L'ampleur même des souffrances humaines nous rappelle sinistrement que ce sont les civils qui subissent les conséquences des conflits armés et qui paient le prix le plus lourd. Nous restons fermes contre la violence dirigée contre les civils ; contre le meurtre d'enfants, de personnes âgées, d'infirmes et de non-combattants ; contre le ciblage d'infrastructures critiques telles que les hôpitaux ; et contre la punition collective des populations civiles.

L'attaque gratuite contre des civils en Israël, le siège de Gaza et la décision d'expulser par la force de Gaza une population de plus d'un million de personnes, ainsi que le recours aveugle à la force, jettent les bases de souffrances supplémentaires et de morts à grande échelle.

Les actes de punition collective comme la coupure de l'électricité, de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux et d'autres fournitures essentielles aux populations civiles sont odieux, tout comme la destruction délibérée des maisons.

En tant que Sud-Africains, cela fait écho à la punition collective infligée à notre propre peuple par le régime de l'apartheid alors qu'il cherchait à détruire le mouvement de libération. Cela rappelle des souvenirs douloureux, comme chez nos voisins de la région.

Nous faisons écho à la position adoptée par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, selon laquelle priver les civils de biens essentiels à leur survie est interdit par le droit international.

Nous appelons à la cessation immédiate des actes de guerre entre les deux parties, à l'ouverture de couloirs humanitaires et à un processus de négociation dirigé par l'ONU en vue de résoudre le conflit israélo-palestinien. Cela doit conduire à une paix juste et durable qui satisfasse les droits de l'homme, la dignité et les aspirations de tous les peuples des deux côtés de ce conflit.

On craint de plus en plus que le conflit actuel ne rende encore plus hors de portée la possibilité d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens et d'une solution à deux États.

Pourtant, en tant que Sud-Africains, nous savons que la réconciliation et la paix sont effectivement possibles s'il existe une volonté politique démontrable de toutes les parties et lorsque les citoyens ordinaires s'engagent en faveur d'un avenir commun et partagé.

Sans justice, il ne peut y avoir de paix. Le cycle de violence qui s'est déclenché est le résultat tragique de décennies de possibilités non satisfaites et inexploitées de résoudre pacifiquement le problème entre Israéliens et Palestiniens.

La communauté internationale a la responsabilité de soutenir la paix et de créer des conditions favorables à la négociation et au dialogue, et non d'attiser les flammes du conflit. Les dirigeants du monde doivent lancer un appel à la paix et non à la vengeance.

Durant l'apartheid, les problèmes de notre pays étaient considérés comme insolubles par de nombreuses personnes à travers le monde. Mais en tant que peuple, les Sud-Africains ont rejeté les tentatives visant à nous entraîner sur la voie de la vengeance. Nous avons choisi la réconciliation plutôt que la vengeance, et le rétablissement de la paix plutôt que la guerre. Notre identité nationale témoigne du pouvoir d'une négociation, d'un dialogue et d'une réconciliation significatifs.

La seule façon d'instaurer la paix est de répondre aux aspirations légitimes du peuple palestinien aux droits de l'homme, à la dignité et à l'indépendance nationale.

Nous espérons collectivement que les peuples israélien et palestinien se réuniront, se réconcilieront et choisiront la voie d'une paix juste.

Avec mes meilleures salutations,

Cyril Ramaphosa »

L'Afrique du Sud - alors appelée Union sud-africaine - a été le premier pays africain à reconnaître l'État d'Israël le 24 mai 1948. Si les relations politiques, militaires et économiques entre les deux pays étaient étroites durant le régime d'apartheid - bien que Tel Aviv ait manifesté son opposition au système de ségrégation raciale dans les instances internationales - , elles se sont fortement dégradées depuis la fin de la politique ségrégationniste en 1991 en Afrique du Sud.

La ligne diplomatique sud-africaine est relativement pro-palestinienne depuis la fin de l'Apartheid. Le 4 décembre 1997, Nelson Mandela affirmait : « Nous savons que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens ». Un parallèle entre l'Apartheid et la situation en Palestine est

fréquemment dressé par les dirigeants sud-africains, ce encore aujourd’hui. En 2002, l’archevêque Desmond Tutu, figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale, déclarait : « J’ai été très profondément bouleversé lors de ma visite en Terre sainte ; cela m’a tellement rappelé ce qui nous est arrivé à nous, les Noirs, en Afrique du Sud ».

Sur le plan économique, les échanges avec l’Afrique du Sud sont modestes et en baisse depuis plusieurs années, passant d’environ 250 millions de dollars en 2014 à moins de 190 millions en 2018.

Les récents événements divisent la société sud-africaine. La porte-parole du parti au pouvoir depuis 1994, le Congrès national africain (ANC), a qualifié Israël d’« État d’apartheid flagrant ». Les Combattants de la liberté économique (EFF), un parti panafricaniste d’extrême-gauche et troisième force au Parlement, ont soutenu le Hamas. Le principal parti d’opposition, l’Alliance démocratique (DA), a condamné les attaques et la « violence insensée et tous les actes de terreur contre des civils innocents, des femmes et des enfants ». Des partis centristes comme le Parti de la liberté Inkatha (IFP), ont également condamnés les attentats.

Le 12 octobre 2023, Pretoria a proposé sa médiation aux protagonistes. Le Président Ramaphosa a déclaré : « L’Afrique du Sud est prête à travailler avec la communauté internationale et à partager son expérience en matière de médiation et de résolution des conflits, comme nous l’avons fait sur le continent et dans le monde. »

Angola

À ce jour, l’Angola n’a pas exprimé de position quant à l’attaque du Hamas contre Israël, bien que le ministre Téte António ait rencontré des représentants des deux pays à la suite des événements. Le 9 octobre 2023, le compte X (anciennement twitter) du ministère des Relations extérieures de l’Angola a publié le post suivant : « L’Angola et l’État de Palestine ont abordé lundi après-midi, à Luanda, l’état de la coopération bilatérale dans les domaines les plus variés de la vie politique, diplomatique, économique et sociale. » Cette rencontre a été suivie par une entrevue le 11 octobre 2023 avec l’ambassadeur d’Israël en Angola, amenant à la publication du communiqué suivant : « Le ministre Téte António a reçu aujourd’hui, à Luanda, l’ambassadeur de l’État d’Israël, Shimon Solomon, avec qui il a analysé l’état actuel de la situation au Moyen-Orient, avec un accent particulier sur le conflit israélo-palestinien. »

L’Angola reconnaît l’État d’Israël depuis le 16 avril 1992.

Lors de la guerre d’indépendance de l’Angola (1961-1975), Israël a armé le Mouvement populaire de libération de l’Angola (MPLA).

Des hommes d’affaires israéliens sont impliqués dans l’exploitation de diamant, un secteur-clef de l’économie du pays. Le milliardaire Lev

Avnerovitch Leviev contrôle en partie la plus grande exploitation d'Angola, la mine de Catoca qui fournit près de 80 % de la production de diamants du pays.

Botswana

Le 9 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères a publié le communiqué suivant : « Le gouvernement de la République du Botswana note avec une profonde préoccupation les développements malheureux en Israël et à Gaza qui ont entraîné la perte de vies civiles innocentes, dont des centaines de blessés et de déplacés, ainsi que des destructions massives de biens.

Le Botswana condamne dans les termes les plus fermes les attaques et les violences continues perpétrées par les deux parties contre les populations civiles et appelle les parties belligérantes à cesser immédiatement les hostilités et à rechercher un règlement négocié par des moyens pacifiques.

Le Botswana est profondément préoccupé par le sort de la population civile qui doit être protégée conformément au droit international. Il est en effet décevant et décourageant que jusqu'à présent les efforts en faveur de la paix entre Israël et la Palestine, fondés sur des accords internationalement reconnus, restent lettre morte.

Le Botswana appelle à une mise en œuvre immédiate de ces accords et réaffirme sa position en faveur d'une résolution pacifique du conflit telle que consacrée dans la Charte des Nations Unies, et réitère en outre sa position de longue date en faveur d'une solution à deux États qui ouvrira la voie à une solution permanente au conflit israélo-palestinien. »

Le Botswana reconnaît l'État d'Israël. Gaborone a rétabli ses relations avec Tel Aviv en 1993.

Les sociétés israéliennes diamantaires sont bien implantées au Botswana. Les deux pays collaborent par ailleurs dans les domaines sécuritaires et agricoles.

Eswatini (anciennement Swaziland)

À ce jour, l'Eswatini n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

L'Eswatini reconnaît l'État d'Israël depuis 1968.

L'Eswatini est l'un des seuls pays africains à ne pas avoir suspendu ses relations après la guerre de Kippour en 1973.

Lesotho

À ce jour, le Lesotho n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Le Lesotho reconnaît l'État d'Israël.

Le Lesotho est l'un des seuls pays africains à ne pas avoir suspendu ses relations après la guerre du Yom Kippour en 1973.

En 2021, le Lesotho s'était opposé à la candidature d'Israël en tant qu'État observateur auprès de l'Union africaine.

Malawi

Le 17 octobre 2023, le Président du Malawi Lazarus Chakwera a publié sur son compte Facebook le communiqué suivant : « Au cours des derniers jours, j'ai suivi l'évolution et l'escalade de la guerre entre les forces israéliennes et le Hamas, et je suis profondément préoccupé par le bien-être des civils là-bas, notamment par la sécurité de plus de 300 Malawites vivant en Israël. »

En tant qu'allié et ami de longue date d'Israël, le Malawi condamne sans équivoque la récente attaque terroriste contre des civils non armés et la captivité continue de civils par le Hamas. Sous mon administration, le Malawi sera toujours aux côtés d'Israël et soutiendra sa quête d'une coexistence pacifique avec ses voisins.

En guise d'expression de mon soutien à la paix, j'appelle à la libération immédiate des otages récemment kidnappés par le Hamas, à la cessation de la violence par toutes les parties, à la fin des actions militaires contre des cibles civiles connues à Gaza et à l'ouverture de couloirs pour le fourniture d'aide humanitaire aux civils palestiniens.

En outre, j'appelle la communauté internationale à faciliter une voie crédible vers une paix et une sécurité durables entre Israël et la Palestine, une voie qui soit plus durable que la poursuite du blocus douloureux et de l'apartheid dans lesquels le peuple palestinien vit depuis des décennies et que divers groupes armés en Palestine ont utilisé comme prétexte pour lancer des attaques terroristes inhumaines contre Israël. »

Le Malawi reconnaît l'État d'Israël depuis 1964.

Aux côtés du Swaziland et du Lesotho, le Malawi est le seul pays africain à ne pas avoir suspendu ses relations après la guerre du Yom Kippour en 1973.

En 2020, le ministre malawien des Affaires étrangères, Eisenhower Mkaka, a annoncé vouloir ouvrir une ambassade à Jérusalem.

Mozambique

À ce jour, le Mozambique n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Le Mozambique reconnaît l'État d'Israël depuis le 23 janvier 1993.

Namibie

Le 14 octobre 2023, la Présidence de Namibie a publié le communiqué suivant : « Le président Geingob appelle à la paix entre Israël et la Palestine, appelle à la fin des massacres de civils innocents et de la destruction des infrastructures dans la bande de Gaza occupée.

Le président Hage G. Geingob est profondément préoccupé par la grave situation humanitaire dans le nord de Gaza suite aux attaques meurtrières des Forces de défense israéliennes (FDI) contre des civils innocents, notamment des femmes, des enfants et des infrastructures civiles, notamment des écoles et des hôpitaux. Le président Geingob souligne à nouveau qu'au début du XXe siècle, des Namibiens ont été tués à grande échelle, de manière ciblée et systématique, par les forces coloniales d'occupation allemandes, dans ce qui a été décrit comme le premier génocide du XXe siècle. Par conséquent, en tant que pays qui a été témoin de la barbarie perpétrée contre les civils par les forces d'occupation allemandes et plus tard par l'Afrique du Sud de l'apartheid, le président Geingob appelle la communauté internationale et en particulier Israël à mettre fin à la violence à grande échelle et aux horribles frappes aériennes contre la population de Gaza. La décision et l'ordre du gouvernement israélien ordonnant aux habitants du nord de Gaza de quitter leurs maisons et leurs moyens de subsistance dans les 24 heures sont inhumains, cela équivaut à un acte génocidaire et doit être annulé.

Le président Geingob maintient que la violence systématique de l'armée israélienne à Gaza, sanctionnée par l'État, est totalement disproportionnée et porte totalement atteinte au droit humanitaire international en ne protégeant pas un million de civils, d'agents de santé et d'autres infrastructures critiques indispensables à la survie de la population civile. « La population de Gaza a le droit à l'eau ; ils ont droit à la nourriture et à l'électricité ; ils ont le droit au carburant et à d'autres produits de première nécessité », déclare le président Geingob. En tant que puissance occupante, Israël a l'obligation de garantir que la population de Gaza ait accès à ces services. En outre, le Président estime que l'état de siège et les attaques militaires contre des civils innocents constituent un génocide et que la

communauté internationale ne peut se permettre de rester indifférente face à cette catastrophe humaine qui se déroule.

Le président Geingob réaffirme une fois de plus l'appel lancé par la Namibie à la 78^e session des Nations Unies en septembre 2023, selon lequel le peuple palestinien aspire à sortir des conditions inhumaines d'un régime oppressif. Tout en se félicitant de la décision de l'Assemblée générale de soumettre à la Cour internationale de Justice une demande d'avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant de la violation continue par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, le Président Geingob lance un appel à le Conseil de sécurité des Nations Unies à agir rapidement pour garantir le respect des résolutions des Nations Unies concernant le droit du peuple palestinien à vivre en paix et à déterminer son propre avenir.

Le président Geingob appelle les deux parties, y compris le Hamas, à renoncer à tout acte de violence horrible visant les civils, conduisant ainsi à une escalade du conflit. Par ailleurs, le président Geingob appelle également à la libération des otages conformément au droit international. Le président Geingob le répète : « on ne fait pas la paix avec ses amis, on fait la paix avec ses ennemis ». Le président Geingob affirme également que « quand la diplomatie échoue, les gens partent en guerre ». Dans cette optique, le président Geingob appelle à un cessez-le-feu immédiat et appelle toutes les parties à revenir à la table des négociations et à poursuivre la voie morale d'une solution à deux États dans laquelle les peuples de Palestine et d'Israël peuvent vivre et coexister en tant que voisins. en paix et en harmonie.

Le président Geingob adresse un message de condoléances à tous ceux qui ont perdu leurs proches et souhaite un prompt rétablissement aux blessés, pendant le conflit israélo-palestinien en cours, mais évitable. »

Les relations entre les deux pays ont été établies en 1994, quatre ans après l'accès à l'indépendance de la Namibie.

Les relations entre les deux pays ont toutefois débuté avant l'indépendance de la Namibie. Dans les années 1980, Israël finançait des projets de développement en Afrique du Sud-Ouest.

Pour des raisons budgétaires, Israël ne possède actuellement pas d'ambassadeur permanent en Namibie. Cette situation prévaut pour d'autres pays d'Afrique Australe comme le Botswana, le Zimbabwe ou la Zambie.

Les entreprises israéliennes sont très présentes dans l'industrie diamantaire namibienne.

Zambie

Le 7 octobre 2023, Stanley Kasongo Kakubo, ministre zambien des Affaires étrangères, a publié le texte suivant sur X (anciennement twitter) : « Nous condamnons fermement les récentes attaques contre Israël, qui ont malheureusement entraîné des pertes en vies humaines. Nous dénonçons sans équivoque tous les actes d'agression et de violence et continuons de souligner la nécessité de recourir aux moyens diplomatiques pour résoudre les conflits internationaux. »

La Zambie reconnaît l'État d'Israël. Lusaka a ouvert une ambassade en Israël en 2015. Aucun représentant permanent d'Israël n'est présent en Zambie.

En visite en Israël en juillet 2023, le Président zambien Hakainde Hichilema a annoncé vouloir approfondir ses relations avec Tel Aviv dans le domaine de l'irrigation et de la technologie.

Zimbabwe

Le 9 octobre 2023, le ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Zimbabwe a publié le communiqué suivant : « Le Gouvernement de la République du Zimbabwe suit de près l'évolution de la situation au Moyen-Orient et est profondément préoccupé par les combats en cours entre le Hamas et l'armée israélienne, qui ont fait plus de 1 000 morts et plusieurs autres déplacés ou blessés. Tout aussi inquiétant est le ciblage aveugle de civils, en particulier de femmes et d'enfants, ainsi que le recours disproportionné à la force.

Le gouvernement du Zimbabwe exhorte toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à permettre aux travailleurs humanitaires d'accéder aux blessés et aux déplacés. Nous transmettons nos plus sincères condoléances à tous ceux qui ont perdu leurs proches et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Ces développements tragiques soulignent une fois de plus la nécessité urgente de relancer le processus politique visant à trouver une solution durable et juste qui respecte le droit à l'autodétermination du peuple palestinien tel qu'envisagé dans les résolutions des Nations Unies. »

Le Zimbabwe reconnaît l'État d'Israël depuis le 26 novembre 1993. Néanmoins, aucun des deux pays n'a d'ambassadeur résident.

Les liens entre Tel Aviv et Harare remontent avant l'accès à l'indépendance du Zimbabwe en 1980. Israël était un proche allié de l'État non-reconnu de Rhodésie, fournissant du matériel militaire au gouvernement rhodésien pendant la guerre de Bush.

Sous le régime de Mugabe, le Zimbabwe nouvellement indépendant était un fervent soutien de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), comparant la situation en Israël à celle de l'Apartheid sud-africain. Depuis le Zimbabwe se dit favorable à la solution à deux États.

PAYS AFRICAINS INSULAIRES

Cap Vert

À ce jour, le Cap Vert n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Le Cap-Vert a reconnu Israël le 17 juillet 1994.

Comores

À ce jour, les Comores n'ont pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Les Comores ne reconnaissent pas l'État hébreux.

Madagascar

Le 13 octobre 2023, le ministre des Affaires étrangères malgache Andry Rajoelina a publié sur X (anciennement twitter) le communiqué suivant : « Madagascar est solidaire d'Israël dans ce moment tragique de son histoire. J'exprime mon soutien envers toutes les victimes et leur familles, bien sûr en Israël mais aussi à Gaza. Les Malagasy sont à vos côtés et aux côtés de tous ceux qui souffrent. »

En octobre 1973, Madagascar rompt ses relations diplomatiques avec Israël. Celles-ci ont depuis été rétablies et Israël y dispose d'un consul honoraire.

Ile Maurice

À ce jour, l'île Maurice n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Maurice reconnaît l'État hébreux depuis le 29 septembre 1993.

Sao Tomé-et-Principe

À ce jour, Sao Tomé-et-Principe n'a pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques en 1993.

Seychelles

À ce jour, les Seychelles n'ont pas exprimé de position quant à l'attaque du Hamas contre Israël.

Les Seychelles reconnaissent Israël depuis 1992.

SOURCES

- ① Pour aller plus loin : Stéphane Dufoix, « W. E. B. Du Bois : race et diaspora noire/africaine », *Raisons politiques*, vol. n° 21, no. 1, 2006, p. 97-116.↑
- ② Ezra Nahmad, « Le retour conquérant d'Israël en Afrique », *Orient XXI*, 19 septembre 2017.↑
- ③ Yotam Gidron, *Israel in Africa : Security, Migration, Interstate Politics*, Londres, Zed Book, 2020.↑
- ④ Le Soudan est le seul des 5 à avoir reconnu Israël le 23 octobre 2020.↑
- ⑤ Haim Koren, « South Sudan and Israel : A love affair in a changing region ? », Moshe Dayan Center, 28 Février 2019, (en ligne).↑
- ⑥ Herb Keinon, « Netanyahu : Israel is coming back to Africa, and Africa is returning to Israel », *The Jerusalem Post*, 23 février 2016.↑
- ⑦ Mathieu Olivier, « Afrique-Israël : au Cameroun, Eran Moas, un “consultant” très spécial », *Jeune Afrique*, 25 octobre 2021.↑
- ⑧ Maxime Paszkowiak, « Le grand trek africain du baron du courtage militaire Gaby Peretz », *Africa Intelligence*, 16 août 2021.↑
- ⑨ Benjamin Augé, « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahu ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, novembre 2020.↑
- ⑩ Benjamin Augé, « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahu ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, novembre 2020, p. 24-25.↑